

## **EVALUATION FINALE EXTERNE DE LA CONVENTION PROGRAMME**

**« Consolidation des modèles de maintenance et accompagnement à la  
gouvernance de l'eau et de l'assainissement – phase 2 »**

*- Juillet 2023 – Juin 2026 -*

### **Rapport final**

Vincent Dussaux, novembre 2025

## Table des matières

Acronymes.....	3
Résumé exécutif .....	4
Synthèse des enseignements .....	4
Synthèse des recommandations.....	4
1. Garder une présence transversale .....	4
2. Formaliser une stratégie de mobilisation différenciée par acteurs .....	4
3. Optimiser et ajuster les modèles de gestion .....	4
4. Centrer les réflexions sur la viabilisation financière des services de gestion .....	5
5. Approfondir les connaissances sur la gestion des ouvrages AEP .....	5
6. Continuer à développer les mesures d'inclusion.....	5
Introduction .....	6
Méthodologie de l'évaluation.....	7
Démarche méthodologique et déroulé .....	7
Terminologie et focus de l'évaluation .....	8
Enseignements de l'évaluation .....	9
QE1. Quels sont les résultats atteints en termes de développement des services de gestion ? .....	9
QE2. Les modèles de gestion des systèmes d'eau potable sont-ils conformes au cadre sectoriel ? .....	13
QE3. En quelle mesure les acteurs du secteur se sont-ils approprié les modèles de gestion de l'eau ? .....	15
QE4. Les institutions ont-elles les capacités d'assurer leur rôle dans les modèles de maintenance mis en œuvre ? .....	18
QE5. Quel est le niveau de participation financière des usagers au service de gestion de l'eau ? .....	21
QE6. Le service de gestion de l'eau est-il financièrement durable ? .....	23
QE7. Le service de gestion de l'eau est-il performant ? .....	25
QE8. En quelle mesure les solutions techniques retenues sont-elles viables ? .....	28
QE9. L'eau est-elle accessible à l'ensemble des catégories de populations, y compris les plus vulnérables ? .....	31
QE10. L'action d'Inter Aide contribue-t-elle à l'empowerment des femmes ? .....	33

## Acronymes

ADC : Area Development Committee ; organe représentatif de tous les comités de développement d'un village

AEPG : Adduction d'Eau Potable par Gravité (réseau avec captage de source)

AM : Area Mechanic, artisan réparateur au Mozambique et au Malawi

BF : Borne Fontaine

CP : Convention Programme

CPE : Comité de point d'eau

DREAH : Direction Régionale de l'EAH (service déconcentré), à Madagascar

EAH : Eau, Assainissement et Hygiène

FPMH : Forage équipé d'une Pompe à Motricité Humaine

IA : Inter Aide

MoU : Memorandum Of Understanding ; Accord de partenariat

PMH : Pompe à Motricité Humaine

PT : Pump Technician ; artisan réparateur en Sierra Leone

QE : Question Evaluative

SDPI : Service du District pour la planification des infrastructures, service déconcentré du Ministère chargé des infrastructures au niveau du district au Mozambique

WD : Water Directorate / Water Department ; Autorité déconcentré charge de l'eau au niveau des districts en Sierra Leone et au Malawi

WUA : Water User Association ; association d'utilisateur pour chaque réseau gravitaire en Ethiopie

WUAF : Water User Association Federation ; fédération des associations d'utilisateurs de l'eau en Ethiopie.

WWO : Woreda Water Office ; Bureau chargé de l'Eau au sein des Woredas, institutions déconcentrées en Ethiopie.

# Résumé exécutif

## Synthèse des enseignements

Inter Aide est un **pionnier de la maintenance** en milieu rural, a développé des **modèles très pertinents, cohérents** avec les stratégies sectorielles, **reconnus** par les communautés et par les acteurs clefs du secteur

Les **résultats sont atteints** (# PE maintenus / fonctionnalité), et génèrent des **impacts positifs** (santé, économie, inclusion, genre)

La **durabilité** des services de maintenance est toutefois menacée par des faiblesses intrinsèques aux contextes d'intervention, dont les principales sont :

- La **faiblesse des institutions** gouvernementales
- La faiblesse de revenus des populations cibles, qui implique la nécessité de **trouver des recettes importantes** en dehors des contributions des usagers

## Synthèse des recommandations

### 1. Garder une présence transversale

- Garder une présence transversale sur l'ensemble des maillons des services de gestion (construction, réhabilitation, approvisionnement en pièces détachées...)
- Diffuser les recommandations en termes de conception et d'exécution technique

### 2. Formaliser une stratégie de mobilisation différenciée par acteurs

- Cibler la sensibilisation des parties prenantes du secteur de l'eau à la gestion professionnelle de l'eau en milieu rural comme un résultat à atteindre spécifique de la future phase de la CP adossé à une stratégie de communication / influence déclinée par type d'acteurs
- Faire de la cohérence des modèles avec les cadres stratégiques et institutionnels un des points clefs du plaidoyer
- Renforcer la participation d'Inter Aide et de ses partenaires aux différents réseaux d'échanges, au niveau national et international

### 3. Optimiser et ajuster les modèles de gestion

- Dans le cadre du plaidoyer pour les modèles de gestion, mettre en lumière les rôles et les moyens financiers et humains nécessaires à affecter aux institutions gouvernementales
- Mettre l'accent dans les modèles sur les rôles à jouer par les autorités locales
- Dans les contextes les plus contraignants, envisager l'évolution des modèles vers une moindre dépendance aux institutions

#### 4. Centrer les réflexions sur la viabilisation financière des services de gestion

- Expliciter le modèle technique et financier du service de gestion en délimitant ce qui doit être couvert par les tarifs du service
- Encourager les acteurs du secteur à mettre en place des mécanismes financiers d'appui à la maintenance an milieu rural (Fonds d'appui à la maintenance, subventionnements institutionnalisés, ...)
- Expliciter les coûts liés aux services de maintenance, en les liant à un niveau de qualité de la gestion et en les comparant aux coûts de réhabilitations ou de « downtime » engendrés par l'absence de maintenance

#### 5. Approfondir les connaissances sur la gestion des ouvrages AEP

- Diffuser une description précise des modèles promus par la CP dans les différents pays avec une argumentation transversale des points forts, à construire collectivement
- Expliciter les modèles en définissant les niveaux de maintenance (préventif, curatif, service garanti) assurés par les services de gestion
- Caractériser de façon transversale la performance de gestion des services et la qualité du service de l'eau ciblée de façon à asseoir une stratégie de communication sur la gestion (institutions, bailleurs, etc.) et sur le service de l'eau (usagers, autorités locales)
- Consolider le suivi-évaluation en liant des indicateurs quantitatifs (#PE et opérateurs) à des indicateurs qualitatifs (niveau de maintenance / professionnalisme du service de gestion) et à des indicateurs de résultats sur le service de l'eau (fonctionnalité des points d'eau)

#### 6. Continuer à développer les mesures d'inclusion

- Intégrer l'universalité de l'accès au service de l'eau dans les critères de qualité du service de l'eau et dans les systèmes d'évaluation du service institutionnalisés (ex : SMR)
- Accentuer formation et accompagnement ciblés sur les femmes pour renforcer leur leadership au sein des instances de gouvernance de l'eau et leur capacité à accéder aux fonctions d'artisans réparatrices
- Sur la base d'indicateurs dédiés, communiquer sur les transformations sociales liées au genre observées dans les programmes

## Introduction

Ce document constitue le rapport final de l'évaluation externe de la 2eme phase de la Convention Programme financée par l'AFD et portée par Inter Aide, « Consolidation des modèles de maintenance et accompagnement à la gouvernance de l'eau et de l'assainissement », sur la période juillet 2023- juin 2026.

Cette évaluation a été réalisée via :

- la réalisation de 3 évaluations de terrain menées par des équipes de consultants locaux ;
- un appui transversal externe du consultant Vincent Dussaux afin de définir la méthodologie d'évaluation, cadrer les évaluations de terrain, et consolider l'ensemble des enseignements et recommandations.

Cette méthode d'évaluation était rendue possible par le fait que Vincent Dussaux disposait d'une connaissance préalable des activités du programme ayant réalisé l'évaluation de la phase précédente de la Convention Programme, incluant 5 missions sur le terrain.

S'appuyer sur des évaluateurs locaux pour la partie de terrain a permis de bénéficier de leur bonne connaissance des contextes et écosystèmes locaux en matière d'EAH. En outre, étant désormais sensibilisés aux modèles de maintenance développés par Inter Aide et aux acquis du programme, ces évaluateurs locaux seront en mesure de contribuer à la communication sur ces sujets qui sont encore peu portés dans les différents pays d'intervention du programme.

La réalisation de cette évaluation transversale a nécessité un travail préalable d'ajustement avec les consultants locaux de façon à faire comprendre précisément les attendus de l'évaluation, et notamment les enjeux et problématiques liées à chacune des 10 Questions Evaluatives retenues, afin de permettre une analyse transversale et la consolidation des enseignements. Ces ajustements ont permis d'emmener les évaluateurs locaux à se focaliser sur les aspects qualitatifs plutôt que quantitatifs, ce qui n'est pas la pratique de nombreux évaluateurs.

# Méthodologie de l'évaluation

## Démarche méthodologique et déroulé

Un atelier de cadrage tenu le 7 janvier 2025 avec les différents chefs de secteur d'Inter Aide concernés par la Convention Programme, le directeur et le consultant transversal, afin de valider les objectifs de l'évaluation et d'identifier les axes thématiques d'intérêt et de capitalisation d'Inter Aide : l'adhésion des différents acteurs aux modèles de maintenance mis en place par Inter Aide ; la performance des services de maintenance ; la durabilité des services de maintenance.

Une série d'entretiens (février/mars) avec les différents chefs de secteur concernés par la CP et le chargé de capitalisation a ensuite permis d'appréhender les enjeux liés à la CP et leur évolution en référence à l'évaluation de la phase précédente.

Une grille d'évaluation composée de 10 questions évaluatives (QE) a été déterminée et validée en atelier (27 avril), en prenant en considération :

- les axes thématiques d'intérêt d'Inter Aide ;
- les conclusions de l'évaluation de la CP précédente ;
- le cadre logique de la convention programme ;
- les enjeux ayant émergé lors des entretiens avec les chefs de secteur ;
- les critères classiques d'évaluation (CAD-OCDE).

La grille d'évaluation est la suivante :

- 1 Quels sont les résultats atteints en termes de services de maintenance ?
- 2 Les modèles de gestion des systèmes d'eau potable sont-ils conformes au cadre sectoriel ?
- 3 En quelle mesure les acteurs du secteur se sont-ils appropriés les modèles de gestion ?
- 4 Les institutions ont-elles les capacités d'assurer leur rôle dans les modèles de maintenance mis en œuvre ?
- 5 Quel est le niveau de participation financière des usagers au service de l'eau ?
- 6 Le service de l'eau est-il financièrement durable ?
- 7 Le service de gestion est-il performant ?
- 8 En quelle mesure les solutions techniques retenues sont-elles viables ?
- 9 Le service de l'eau est-il accessible à l'ensemble des catégories de populations ?
- 10 L'action d'Inter Aide contribue-t-elle à l'empowerment des femmes ?

Sur la base des entretiens menés avec les chefs de secteur, avec le chargé de capitalisation et la lecture des différents documents de projet, un rapport intermédiaire a été remis en juillet.

3 évaluations de terrain ont été conduites en septembre par des consultants locaux au Malawi, en Ethiopie et à Madagascar, selon des TDR reprenant les 10 QE. Les résultats provisoires de ces évaluations ont été présentés aux équipes d'inter Aide concernées pour commentaires et mise en débat.

Le présent rapport final compile l'ensemble des informations collectées en présentant les différents enseignements généraux et relatifs aux 10 QE, et les recommandations générales pour la prochaine phase de la CP ou, le cas échéant, spécifiques aux différents pays d'intervention.

## Terminologie et focus de l'évaluation

La thématique de la « maintenance » des équipements d'eau est l'objet principal de la convention programme, mais, par nécessité, les activités du projet abordent parfois plus globalement la notion de « service de l'eau » auquel la maintenance contribue. Inter Aide travaille actuellement sur la définition d'une terminologie explicite visant à clarifier l'usage de termes tels que « services de maintenance », « services de gestion des ouvrages » et « service de l'eau ».

Dans la présente évaluation, nous nous contenterons de distinguer<sup>1</sup> :

- ***L'accès à l'eau***

Il correspond à la finalité principale de l'action d'Inter Aide et de ses partenaires, et peut-être être évalué selon différentes caractéristiques : quantité d'eau, qualité d'eau, continuité de l'accès, distance de l'utilisateur au point d'eau, etc.

- ***La gestion de l'eau potable***

Il s'agit de l'organisation, des activités et des moyens qui permettent de donner accès à l'eau potable aux usagers, et qui doit garantir la durabilité de l'accès à l'eau. La gestion de l'eau inclut notamment des activités de maintenance des équipements visant à assurer leur bon fonctionnement dans la durée.

**L'évaluation s'est donc focalisée sur les services de gestion de l'eau, avec une attention particulière donnée aux activités du projet qui visent à assurer la maintenance des équipements**, ou, autrement dit, à développer des services de maintenance (terme utilisé dans la NIONG).

---

<sup>1</sup> Conformément à la distinction faite dans l'ODD 2030 n°6 relatif à l'eau

# Enseignements de l'évaluation

Ce chapitre consiste en un récapitulatif des enseignements tirés des entretiens avec les chefs de secteur, de la revue documentaire générale, et des 3 évaluations locales, selon les 10 Questions Evaluatives retenues par Inter Aide

Il comprend des recommandations transversales pour chacune des QE, et les recommandations spécifiques formulées par les évaluateurs locaux sur les 3 pays évalués sur le terrain.

## QE1. Quels sont les résultats atteints en termes de développement des services de gestion ?

*L'impact du programme d'Inter Aide en termes de développement des services de maintenance peut être appréhendé selon :*

- *Le nombre de points d'eau bénéficiant d'un service de maintenance*
- *Le niveau de maintenance mis en place sur les systèmes d'approvisionnement en eau*
- *Le nombre d'opérateurs de maintenance en capacité d'assurer la maintenance*

### **1.0 Des modèles de gestion jugés efficaces**

L'ensemble de l'évaluation a été réalisée en référence aux modèles de gestion mis en place par Inter Aide, qui se différencient selon les 6 pays d'intervention.

Ces modèles définissent notamment les rôles des acteurs impliqués dans la gestion des services d'eau.

Ces modèles sont globalement jugés efficaces et pertinents par l'ensemble des acteurs du secteur.

Tableau 1 : Répartition des principales fonctions liées aux modèles de gestion des services d'eau dans les 6 pays de la CP

Pays	Ethiopie	Madagascar	Malawi	Mozambique	Sierra Leone	Guinée
Autorité responsable du service de l'eau	<b>Communauté</b>	<b>Commune</b>	<b>Communauté</b>	<b>Communauté</b>	<b>Communauté</b>	<b>Commune</b>
Opérateur de gestion	Water User Association Federation ( <b>WUAF</b> ), appuyée par le Woreda Water Office ( <b>WWO</b> )	<b>ONG délégataire</b> (Tehyna / Soakoja)	<b>Comité de point d'Eau</b>	<b>Comité de point d'Eau</b>	<b>Comité de point d'Eau</b>	Unité de Gestion du Service Public de l'Eau – <b>UGSPE</b>
Maintenance préventive	<b>Water Agent</b> (employé par la WUAF)	<b>Agent Hydraulique</b> communautaire, activité progressivement transférée aux <b>opérateurs délégués</b>	<b>Artisan réparateur certifié</b> (contractualisé)	<b>Comité de point d'Eau</b> (par artisan-réparateur, en cours d'introduction)	<b>Artisan réparateur certifié (Pump Technician)</b> , contractualisé	En cours d'introduction
Maintenance curative	<b>Water Agent</b>	<b>Agent de maintenance</b> Tehyna/Soakoja	<b>Artisan réparateur certifié</b> (contractualisé)	<b>Artisan réparateur certifié</b>	<b>Artisan réparateur certifié (Pump Technician)</b> , contractualisé	<b>Artisan réparateur agréé</b>
Suivi et contrôle du service de l'eau	Service de l'Etat ( <b>WWO</b> )	<b>DREAH, commune</b> et <b>SMR</b> (instance représentant les usagers)	<b>Autorités locales</b> (Traditional Authorities -TA- et Area Development Committees - ADC-)	Service de l'Etat ( <b>SDPI</b> )	Service de l'Etat ( <b>Water Directorate</b> )	<b>Commune</b>

### 1.1 Une augmentation significative du nombre de points d'eau bénéficiant de services de maintenance

Les résultats quantitatifs obtenus par le programme vont au-delà des cibles prévues<sup>2</sup>, avec un nombre de points d'eau ou de systèmes d'eau sous maintenance professionnelle qui a significativement augmenté pour atteindre un nombre conséquent.

Le suivi de la fonctionnalité des ouvrages ne permet pas encore de dégager de façon systématique des taux de fonctionnalité des ouvrages.

<sup>2</sup> En se basant sur les indicateurs de résultats sur la Tranche 1 du programme

Tableau 2. : Points d'eau sous services de gestion, et population concernée (source : indicateurs OG et R3 du cadre logique)

Pays	Ethiopie	Madagascar	Malawi	Mozambique	Sierra Leone	Guinée
Nombre de points d'eau maintenus en année 1 (juin 23 à juin 24)	992	748 publics et 348 privés	3 224	393	3 179	12
Population concernée (année 1)	285 000	116 000	800 000	120 000	800 000	3 600

## 1.2 Un accent mis sur la professionnalisation des opérateurs de maintenance, qui jouissent d'une reconnaissance accrue

Le programme met par ailleurs fortement l'accent sur la « professionnalisation » des opérateurs de maintenance (voir aussi QE7), dans le cadre de modèles de maintenance qui sont (ou ont vocation à être) institutionnalisés (voir QE2). Si les modèles de gestion des services d'eau reposent souvent sur une base communautaire et bénévole (comités de points d'eau, associations d'usagers de l'eau), la maintenance est systématiquement assurée par un professionnel.

Tableau 3 : Type et nombre d'opérateurs de maintenance appuyés par la convention programme (source : rapport intermédiaire)

Pays	Ethiopie	Madagascar	Malawi	Mozambique	Sierra Leone	Guinée
Opérateur de maintenance	Agent de l'Eau	Tehyna ou Soakoja	Artisan réparateur agréé	Artisan réparateur agréé	Artisan réparateur agréé	Artisan réparateur agréé
Statut	Employé à temps partiel par la WUAF	ONG spécialisée dans la gestion des systèmes d'eau	Entrepreneur individuel certifié par le Département de l'Eau	Entrepreneur individuel certifié par le SDPI	Entrepreneur individuel certifié par le Département de l'Eau	Entrepreneur individuel certifié par le SNAPE
Nombre d'opérateurs appuyés par le programme (année 1)	141	2 ONG (12 agents au total)	303	37	44	1

La CP a largement contribué à la montée en capacités des opérateurs de la maintenance, en les formant et en les outillant (ex : outil de « grading » des ouvrages), et les 3 évaluations locales ont montré que le savoir-faire de ces opérateurs est désormais reconnu par de nombreux acteurs clefs (communautés, institutions locales, autres projets).

En Ethiopie, les Agents de l'Eau, en majorité des agriculteurs locaux, sont en capacité de diagnostiquer l'état des différents ouvrages et d'assurer les réparations « de type A et B » (c'est-à-dire ne nécessitant pas de moyens techniques ou financiers trop importants).

A Madagascar, le professionnalisme de Tehyna et Soakoja est attesté par le fait qu'elles sont sollicitées par des acteurs externes au projet (DREAH, communes, acteurs internationaux) pour assurer la gestion d'ouvrages non réalisés par Inter Aide.

### 1.3 Un niveau de maintenance hétérogène selon les zones d'intervention

Le niveau de maintenance, qui peut schématiquement être divisé en maintenance curative (interventions lorsqu'une panne est déclarée) et maintenance préventive (prestations d'entretien et de contrôle périodique afin d'éviter une détérioration rapide et des pannes prématurées), n'est pas uniforme dans les différents pays d'intervention de la CP.

A noter que la maintenance n'inclut pas certaines réparations<sup>3</sup>, soit parce qu'elles ont un coût important (ex : changement complet d'une pompe), soit parce qu'elles nécessitent un niveau de technicité que n'a pas l'opérateur de maintenance. Ces réparations restent ainsi sujettes à la mobilisation ponctuelle de moyens financiers et/ou techniques externes. Ce point est notamment largement souligné par les 3 évaluations locales menées.

En Ethiopie et à Madagascar, les communautés souscrivent à un service de maintenance garantie par contrat, c'est-à-dire qu'elles payent d'avance un opérateur qui garantit la fonctionnalité du point d'eau sur une période.

Tableau 4 : Niveaux de maintenance par pays de la CP

Pays	Ethiopie	Madagascar	Malawi	Mozambique	Sierra Leone	Guinée
Maintenance curative	X	X	X	X	X	X
Maintenance préventive	X	X	X	En démarrage	X	En démarrage
Service garanti par contrat	X	X	En test <sup>4</sup>			

#### Recommandations liées à la QE :

- ➔ Affiner la caractérisation des modèles de maintenance en précisant les niveaux de maintenance et les limites d'intervention du service de gestion (« grosses réparations », « réhabilitations », ...)
- ➔ Continuer de développer les processus de suivi-évaluation des points d'eau, en désagrégeant les indicateurs pour distinguer les différents niveaux de maintenance menés sur les points d'eau (préventive/curative notamment)
- ➔ Intégrer le suivi d'un indicateur simple de la fonctionnalité des points d'eau

#### Conclusions et recommandations des évaluations locales :

##### Ethiopie

<sup>3</sup> Qualifiées dans le programme de « maintenance corrective » ou de « réhabilitation »

<sup>4</sup> Test d'un modèle d'entreprise sociale employant des Area Mechanics (AM), sur un périmètre limité (nombre réduit d'AM et d'ouvrages)

L'évaluation a démontré que le modèle de gestion des réseaux d'approvisionnement en eau est très efficace et pertinent. Il a permis de créer un système structuré, piloté par la communauté, obtenant des résultats qui surpassent les zones non couvertes par le projet en termes de fonctionnalité des ouvrages et de responsabilité des communautés.

Dans les Woredas bénéficiant du programme, 143 WUAF gérant 739 WUA (représentant 1 715 points d'eau) ont reçu un soutien de suivi l'année dernière. Parmi ceux-ci, 1 097 sont des points d'eau de catégorie A, 15 de catégorie B, 251 de catégorie C et 352 de catégorie D. Les registres d'entretien indiquent que 801, 988 et 1 077 points d'eau ont été entretenus respectivement en 2023, 2024 et 2025, bénéficiant à 132 023 personnes, soit une augmentation de 34 %.

### **Malawi**

Au Malawi, le modèle de gestion est jugé très efficace et a manifestement amélioré la pérennité de l'accès à l'eau des populations.

### **Madagascar**

Les ONG Tehyna et Soakja sont reconnues par de nombreux acteurs locaux (DREAH, ONG, et élus communaux) comme des professionnels de la gestion de l'eau en milieu rural. Le nombre d'ouvrages fonctionnels et la forte acceptation du paiement du service par les usagers témoignent de leur efficacité.

## **QE2. Les modèles de gestion des systèmes d'eau potable sont-ils conformes au cadre sectoriel ?**

### **2.1 Les modèles s'appuient fortement sur le cadre juridique et institutionnel des zones d'intervention**

Le programme porté par Inter Aide accorde une grande attention aux différents cadres juridiques et institutionnels relatifs aux 6 pays d'intervention, cadres qui sont parfaitement connus par les équipes d'exécution du projet. Les objectifs, activités et cibles du programme sont définis en lien avec les institutions nationales et locales concernées, et ces dernières sont systématiquement associées aux étapes clés de la mise en œuvre des infrastructures et des services de gestion.

Les modèles de gestion de l'eau retenus et appuyés par Inter Aide s'appuient ainsi sur les différents cadres nationaux ou provinciaux, et sont systématiquement mis en place en lien étroit avec les institutions concernées, avec lesquelles des partenariats sont fréquemment formalisés.

### **2.2 Des cadres sectoriels toutefois sommaires et peu mis en application**

Il faut cependant souligner que la maintenance des points d'eau en milieu rural n'est généralement pas dans les priorités des gouvernements et ministères chargés de l'accès à l'eau, ces cadres sont, pour certains des 6 pays, très sommaires, ou théoriques et peu mis en application (ex : Guinée).

## 2.3 Une volonté de co-construction des modèles, qui se heurte à la faiblesse des institutions

En pratique, Inter Aide coconstruit avec les institutions (avec une implication plus ou moins forte des institutions en fonction du niveau de « motivation » et des moyens dont elles disposent pour agir sur le sujet, voir QE 3 et 4) des modèles de gestion qui sont souvent pionniers et permettent de faire évoluer ou de préciser le cadre juridique et institutionnel, ou alimentent les stratégies sectorielles (ex : Note stratégique sur la gestion des systèmes d'eau en milieu rural au Malawi qui reprend les principes de gestion appuyés par Inter Aide ; la stratégie nationale en Sierra Leone sur la maintenance, élaborée par l'UNICEF, intègre les modèles appuyés par Inter Aide)

A Madagascar, face à l'échec de la gestion déléguée aux entreprises commerciales en milieu rural, Inter Aide a développé un modèle de gestion professionnelle non lucrative par des associations locales, qui reste en marge du cadre réglementaire existant basé sur le Code de l'Eau de 1999. Si les directions régionales du Ministère de l'Eau reconnaissent l'intérêt de ce modèle pour les zones rurales isolées à faibles revenus, des actions de plaidoyer sont menées pour officialiser ce modèle alternatif, qui pourrait intervenir dans le cadre de la révision en cours du Code de l'Eau.

### Recommandations liées à la QE :

- Faire de la cohérence des modèles de gestion avec les cadres juridiques et institutionnels et de leur alignement avec les orientations stratégiques sectorielles l'un des points clefs du plaidoyer pour la diffusion et la consolidation des modèles

### Conclusions et recommandations issues des évaluations locales :

#### **Madagascar**

- Renforcer le plaidoyer pour que les ONG soient officiellement reconnues légales en tant qu'exploitants des services d'eau, en s'appuyant notamment sur la loi n°2001-026 de 2004 sur les contrats de société et la société civile.

#### **Malawi**

Le programme démontre un haut degré d'alignement stratégique avec la politique nationale de l'eau du Malawi en s'attaquant aux défis complexes que sont la gouvernance des services et leur durabilité technique et financière.

Une lacune au regard des normes sectorielles a toutefois été identifiée en l'absence de tests réguliers de la qualité de l'eau.

#### **Ethiopie**

Le respect des cadres réglementaires nationaux et régionaux sous-tend le processus de co-construction. Les acteurs du secteur opèrent conformément au règlement régional de 2012 établissant les WUAF et les WUA pour la maintenance préventive et curative, et au cadre stratégique national de gestion de l'exploitation et de la maintenance de l'approvisionnement en eau en milieu rural (2018) du ministère de l'Eau, de l'Irrigation et de l'Énergie (MoWIE).

La conception conjointe du modèle avec les parties prenantes gouvernementales dès le début garantit l'adhésion et la conformité avec les cadres nationaux et locaux.

### QE3. En quelle mesure les acteurs du secteur se sont-ils approprié les modèles de gestion de l'eau ?

Un des freins au développement de la maintenance dans les pays d'intervention est la faible priorisation de l'organisation des services de gestion de l'eau potable, en particulier en regard de la construction de nouveaux points d'eau, tant par les **institutions nationales que par certains opérateurs de développement**. Certains projets se focalisent encore sur la réalisation d'équipements d'accès à l'eau sans en définir les modalités de gestion, ou en définissant des modalités non viables qui fragilisent les modèles appuyés par Inter Aide et ses partenaires. Par ailleurs, le succès et la généralisation des modèles de gestion professionnelle repose aussi sur la compréhension et l'adhésion des **communautés bénéficiaires** des services d'eau potable, ce qui nécessite des actions de sensibilisation à leur adresse.

Les enjeux liés à la compréhension et à l'appropriation peuvent être caractérisés selon les différents types d'acteurs et le rôle qu'ils sont appelés à jouer dans le modèle de service de gestion de l'eau.

Tableau 5 : Niveau d'appropriation des modèles de maintenance par types d'acteurs (d'après les évaluations locales)

Type d'acteurs	Enjeux liés à l'appropriation des modèles	Niveau d'appropriation (Ethiopie)	Niveau d'appropriation (Madagascar)	Niveau d'appropriation (Malawi)
Communautés	Paieement de l'eau, recours aux artisans certifiés, souscription aux contrats de maintenance préventive	Très bon	Très bon	Bon
Autorités locales	Application du modèle, résolution de conflit	Très bon (WUAF)	Bon, à renforcer (communes)	Bon, à renforcer (TA, ADC)
Services déconcentrés de l'Etat	Support au modèle (Suivi, coordination et/ou appui aux gestionnaires, suivi filière pièces détachées)	Très bon (WWO, Zones)	Bon (DREAH)	Faible (WD)
Institutions nationales	Passage à l'échelle du modèle, évolution du cadre juridique et institutionnel en soutien au modèle	Très bon (Région)	Faible	Moyen
Autres acteurs de développement (ONG, bailleurs)	Reproduction des modèles, réflexion collective pour faire progresser les modèles	Partiel, tentatives de réplique partielle	Partiel, délégués sollicités pour des systèmes hors projet	Partiel : artisans réparateurs repris sur d'autres projets vs nombreux projets sans maintenance

### 3.1. Une appropriation forte au niveau communautaire et local

Les évaluations locales ont montré que les communautés et autorités locales (comités de point d'eau en général, WUAF en Ethiopie, TA et ADC au Malawi, et communes dans une moindre mesure à Madagascar) ont intégré les principes des modèles de gestion, et jouent un rôle fort dans leur application. Cela se traduit par ailleurs par une volonté à payer des communautés qui s'est largement améliorée (cf QE 5).

Le programme sensibilise en effet les communautés et acteurs locaux via plusieurs types d'activités :

- la mise en place d'outils de suivi de la gestion des systèmes d'eau potable, grâce auxquels des bilans sont réalisés et présentés aux acteurs concernés ;
- l'organisation ou la participation à des réunions locales d'information et de communication sur les enjeux liés à la maintenance des systèmes d'eau, ou sur les résultats obtenus par les modèles de gestion professionnalisée ;
- la production d'outils de communication / de plaidoyer pour la gestion professionnelle (ex : vidéo et podcast à Madagascar).

« A Madagascar, une session de partage des activités d'IA, du modèle de maintenance promu par l'ONG Tehyna, des réglementations du secteur de l'EAH a été tenue au bureau de la DREAH, suivie de retransmissions à la télévision locale. Des recyclages sont planifiés au cours de second semestre de 2025 en étendant les participants aux techniciens communaux pour que l'accès aux connaissances en matière de réglementations touche un plus grand nombre » (*évaluation locale, Estelle Herimpitia*)

Des enjeux demeurent cependant (Malawi, Mozambique, Sierra Leone) où certaines communautés recourent encore à des artisans-réparateurs informels (« bush mechanics »), parfois moins chers mais moins qualifiés, pour assurer les opérations de maintenance curative, et où les souscriptions volontaires à la maintenance préventive ne sont pas encore généralisées.

### 3.2. Une appropriation faible et fragmentée dans les autorités gouvernementales

Si les modèles sont connus et reconnus comme efficaces et pertinents par les autorités gouvernementales (centrales ou déconcentrées), les moyens très limités dédiés à ces sujets limitent considérablement leur participation active à leur mise en application (voir QE4).

On note toutefois une forte progression de l'appropriation des modèles soutenus par Inter Aide en Ethiopie et en Sierra Leone, avec des institutions convaincues qui collaborent étroitement avec Inter Aide pour mettre les modèles en application, et des acteurs de développement qui s'engagent dans cette voie, même si un important travail de communication et de « lobbying » reste à réaliser pour que l'adoption de ces modèles devienne la norme.

### 3.3. Des signes encourageants de reproduction et d'extension

A Madagascar, au Malawi et au Mozambique, les modèles de gestion professionnelle portés par Inter Aide sont connus et approuvés par de nombreux acteurs, institutionnels et de développement, et inspirent les groupes de réflexions sur la gestion de l'eau en milieu rural (ex : Malawi et Sierra Leone

autour du partenariat avec UpTime, Madagascar via Ran'Eau). Cependant, la faiblesse globale des institutions (en termes de capacités d'action, cf QE4) est un frein important à la généralisation de ces modèles.

En Sierra Leone, Inter Aide est engagé dans un programme partenarial qui permet d'étendre le modèle de maintenance reposant sur les PT agréés à des ouvrages réalisés dans le cadre d'un programme réalisé par l'ONG World Hope International et financé par un bailleur commun, Charity Water.

En Ethiopie, les Woreda Water Offices encouragent l'ensemble des acteurs à appliquer le modèle de gestion reposant sur les WUAF et les Water Agents. Ce modèle sera intégré dans la politique de l'eau et dans les procédures de mise en œuvre à l'échelle régionale, facilitant sa reproduction par les institutions sur les périmètres non desservis. Sur Madagascar, la gestion réalisée par Tehyna et Soakoja est plébiscitée par certaines DREAH et opérateurs de projets (CRS, UNICEF, ADRA...), qui les encourage à prendre la gestion d'ouvrages de bourgs ruraux non réalisés par Inter Aide (avec cependant une difficulté liée à des choix techniques de conception qui peuvent compromettre la viabilité financière de la gestion).

Le plaidoyer d'Inter Aide passe aussi par sa participation à des échanges nationaux portés par les institutions (ex : Etats Généraux de l'hydraulique rurale en Guinée) ou des études alimentant les stratégies nationales (Malawi, Sierra Leone) où elle encourage la mise à l'ordre du jour des modèles de gestion en milieu rural et partage son expérience de terrain.

### **3.4. Des activités de communication d'apparence hétérogènes et une stratégie à affirmer**

Les activités de communication et de plaidoyer pour les modèles de maintenance sont cependant présentées de façon hétérogène d'un pays à l'autre (cf. indicateurs hétérogènes voire inexistant pour certains pays). La stratégie de communication autour des modèles de gestion professionnelle pourrait être clarifiée, en se basant sur un socle commun (arguments transversaux), et en étant déclinée selon les contextes spécifiques de chaque pays et selon les particularités des différents publics cibles.

#### Recommandations liées à la QE :

1. Cibler la sensibilisation des parties prenantes du secteur de l'eau à la gestion professionnelle de l'eau en milieu rural comme un résultat à atteindre spécifique de la CP, adossé à une **stratégie de communication / influence déclinée par type d'acteurs**
2. S'appuyer sur une **description précise des modèles** promus par la CP dans les différents pays avec une argumentation transversale des points forts, à construire collectivement
3. Renforcer la participation d'Inter Aide et de ses partenaires aux différents **réseaux d'échanges, au niveau national et international**
4. Mettre l'accent dans les modèles sur les rôles à jouer par les **autorités locales** (Malawi, Mozambique, Madagascar, Sierra Leone)

## Conclusions et recommandations issues des évaluations locales :

### **Madagascar**

- ➔ Maximiser les actions de plaidoyer pour reconnaître les modèles de maintenance pour la dernière phase de la CP via les plateformes existantes (Ran'eau, clusters WASH, etc.)
- ➔ Définir clairement les actions de « branding » et de « marketing social » de Soakoja et Tehyna : quels messages-clés et quelle image véhiculer aux communes et aux usagers ?

### **Malawi**

Au niveau communautaire (comités de point d'eau), bien que la culture de la maintenance curative demeure forte, la maintenance préventive se développe sur les zones appuyées par le programme (qui représente plus de 75% des interventions des Area Mechanics officiels).

Les Water Department des districts ont une faible appropriation des modèles, en grande partie liée à un manque important de capacités et de moyens dédiés au sujet de la gestion des services d'eau.

- ➔ Renforcer l'appropriation des modèles au niveau des districts
- ➔ Lancer des campagnes coordonnées de communication visant à changer les comportements, destinées aux communautés et aux responsables politiques, afin de distinguer les artisans réparateurs certifiés des artisans réparateurs informels
- ➔ Sensibiliser en particulier les ONG confessionnelles au modèle de gestion
- ➔ Renforcer les échanges entre ONG du secteur (notamment via la plateforme WESNet)
- ➔ Promouvoir une meilleure coordination et collaboration entre les parties prenantes du secteur WASH (ministères, autorités locales, ONG, secteur privé)

### **Ethiopie**

La conception conjointe du modèle avec les parties prenantes gouvernementales dès le départ garantit l'adhésion et la conformité avec les cadres nationaux et locaux.

Fournir des outils pratiques et faciles à utiliser (manuels, tableaux de bord) est plus efficace que de se contenter de documents politiques pour garantir l'application conforme du modèle sur le terrain.

- ➔ Plaider en faveur de la généralisation et de l'institutionnalisation des diagnostics préventifs à l'échelle nationale, en les intégrant dans le cadre juridique national

## **QE4. Les institutions ont-elles les capacités d'assurer leur rôle dans les modèles de maintenance mis en œuvre ?**

La viabilité des modèles de maintenance repose, plus ou moins fortement en fonction des modèles, sur la capacité des institutions à assurer les fonctions et assumer les responsabilités qui leur sont dévolues (suivi, contrôle des services de gestion, appui et coordination des opérateurs). Elles doivent pour cela disposer des moyens et capacités adéquats sur les plans techniques, financiers, et humains.

#### **4.1 Les capacités et moyens sont faibles au niveau des institutions gouvernementales**

Les capacités (et par conséquent l'autorité) des institutions responsables de l'organisation et du suivi de la gestion des systèmes d'eau sont globalement faibles, avec des disparités significatives selon les 6 pays d'intervention de la CP<sup>5</sup>.

#### **4.2 La performance des institutions reste largement dépendante des moyens attribués par le programme**

Les équipes projet mettent en œuvre différents types d'actions pour renforcer les capacités des institutions :

- la mise à disposition de données concernant les systèmes d'eau et leur gestion (Malawi, Mozambique, Sierra Leone, Ethiopie)
- l'association des institutions aux moments clefs relatifs à l'organisation de la gestion des systèmes d'eau (ex : formation et accréditation des artisans réparateurs en Sierra Leone, au Malawi et au Mozambique)
- un appui-conseil dans l'exécution des tâches (ex : communes à Madagascar, WD en Sierra Leone, Woredas en Ethiopie)
- un appui financier ou logistique (ex : prise en charge du carburant pour les déplacements des personnes focales des WD en Sierra Leone ou des Experts des Bureaux de l'eau en Ethiopie)

Ces actions sont souvent réalisées dans le cadre d'accords de partenariats institutionnels (MoU : Sierra Leone, Ethiopie, en cours de développement au Malawi et au Mozambique) qui définissent clairement les tâches à accomplir par les institutions et les appuis à apporter par le projet.

Ces actions ont permis d'obtenir des progrès significatifs en Sierra Leone et en Ethiopie, où les institutions bénéficiant de l'appui du programme exercent désormais une grande partie de leurs responsabilités (mais restent cependant dépendantes de cet appui).

#### **4.3 La faiblesse globale des capacités des institutions impacte fortement la durabilité des modèles**

Cette faiblesse générale amène Inter Aide et ses partenaires à réfléchir dans certains cas à des modèles alternatifs plus autonomes vis-à-vis des institutions gouvernementales. Par exemple, à Madagascar le modèle de gestion a évolué vers un modèle moins dépendant des capacités des institutions, et au Malawi, un modèle dans lequel l'organisation et le soutien à un réseau d'artisans réparateurs n'est plus dépendant des capacités du Water Department, est en cours d'expérimentation.

#### **Recommandations générales liées à la QE :**

- ➔ Dans le cadre du plaidoyer pour les modèles de gestion, mettre en lumière les moyens financiers et humains nécessaires à affecter aux institutions

---

<sup>5</sup> notamment en Ethiopie où les institutions disposent d'une légitimité et de moyens d'actions bien supérieurs aux 5 autres pays

- Dans les contextes les plus contraignants, envisager l'évolution des modèles vers une moindre dépendance aux institutions

#### Conclusions et recommandations issues des évaluations locales :

##### **Ethiopie**

Lacunes budgétaires et logistiques : les institutions gouvernementales ne disposent pas de budgets dédiés à la maintenance, de véhicules et de kits de test, ce qui entrave leur rôle de supervision.

La performance des institutions reste largement dépendante des moyens attribués par le programme

Au niveau des institutions, la volonté et les connaissances techniques ne suffiront pas si un minimum de ressources financières n'est pas provisionné pour couvrir les coûts opérationnels (transport, communication) et pour renforcer les capacités institutionnelles.

- Plaider en faveur de la mise en place de budgets dédiés à la maintenance des systèmes d'eau au niveau des Woredas et des Zones, afin d'étendre les modèles à des périmètres qui ne bénéficient pas de soutien de projets.

##### **Madagascar**

Le programme ne cible pas le renforcement des capacités des institutions (DREAH), et a une action limitée au niveau des communes (formation à la réglementation du secteur EAH et aux missions de maîtrise d'ouvrage communale).

- Appuyer la mise en place du STEAH/ATEAH dans chaque organigramme communal, le recrutement et les premières formations pour l'agent de la commune

##### **Malawi**

L'évaluation rapporte une grande efficacité et capacité des "Village Heads" et les "Area Development Committees" (ADCs) dans leurs rôles en matière de mobilisation des communautés, de mise en application des modèles de maintenance et de coordination des acteurs concernés.

En revanche, l'évaluation montre que l'implication des institutions des district (Water Departments) dans les activités de suivi-évaluation des points d'eau et de supervision de l'activité des Area Mechanics est limitée et dépend fortement des ressources et appui apportés par le programme.

- Intégrer les ADC dans le cadre officiel de planification et de suivi du district, avec des termes de référence clairement définis pour leurs fonctions de supervision et de coordination.
- Élaborer un plan officiel de renforcement des capacités et de transfert de ressources pour les bureaux de l'eau des districts, y compris des budgets et des équipements de surveillance cofinancés

## QE5. Quel est le niveau de participation financière des usagers au service de gestion de l'eau ?

L'une des ambitions du programme est de maximiser la participation financière des usagers aux services de gestion des ouvrages d'eau.

Sur les 6 pays d'intervention, il n'y a globalement pas de problème de capacité à payer les tarifs fixés, comme les évaluations locales l'ont confirmé. L'optimisation de la participation financière des usagers passe donc par :

- La volonté à payer des usagers (adhésion au modèle de gestion, confiance dans le service)
- La capacité des opérateurs à collecter les fonds
- La capacité des autorités locales à faire appliquer le paiement

### 5.1 Les taux de recouvrement des cotisations des usagers se sont notablement améliorés

Le **taux de recouvrement des cotisations** atteint des résultats excellents en Ethiopie (100% pour la plupart des WUAF, obtenu notamment via un renforcement notable du suivi par les Woreda Water Office), ainsi qu'à Madagascar, mais demeure difficile à suivre sur les modèles reposant sur des artisans réparateurs indépendants.

### 5.2 La fiabilité du service et la transparence de la gestion financière sont cruciales pour assurer la volonté à payer des usagers

La volonté à payer est plutôt bonne sur les zones évaluées localement, et ce résultat tient grandement à l'appropriation du modèle par les communautés, obtenu grâce aux nombreuses activités de sensibilisation des communautés (cf QE3), mais aussi à la confiance que les usagers accordent au gestionnaire / opérateur de maintenance, elle-même étroitement liée à la transparence financière du service comme le constatent les 3 évaluations locales.

### 5.3 Les autorités locales jouent un rôle important dans le recouvrement

Le recours aux sanctions est rare et les problèmes de non-paiement sont généralement résolus avec l'intervention des autorités locales adéquates. En Sierra Leone, les PTs ont ainsi été encouragés à s'appuyer sur l'influence des différentes autorités locales pour résoudre les problèmes de non-paiement. L'évaluation locale au Malawi met aussi en avant le rôle important joué par les ADC, et au Mozambique le programme met désormais l'accent sur la responsabilisation des autorités traditionnelles vis-à-vis du modèle de gestion.

### 5.4 Les tarifs ne permettent d'équilibrer financièrement le service de gestion

Toutefois, il faut souligner que le niveau de participation demandé aux usagers ne permet pas de recouvrir la totalité du coût du service de gestion, et est sujet à divers ajustements (augmentations significatives des cotisations à Madagascar et en Sierra Leone). (cf QE6)

Enfin, la contribution des usagers n'est pas que financière : la plupart des modèles de gestion reposent sur une mobilisation communautaire bénévole plus ou moins importante qui permet « d'économiser »

sur certaines tâches (ex : collecte des cotisations, nettoyage des abords des points d'eau, réparation de clôture...).

#### Recommandations générales liées à la QE :

- Expliciter le modèle technique et financier du service de gestion en délimitant ce qui est couvert (ou doit l'être) par les tarifs du service

#### Conclusions et recommandations issues des évaluations locales :

##### **Madagascar**

Les usagers paient entre 3 000 et 6 000 Ar par an selon les zones, avec des tarifs adaptés à leur capacité de paiement. Le paiement forfaitaire annuel de 200 000 à 300 000 Ar par point d'eau permet d'assurer un service minimum de maintenance, bien qu'il ne couvre pas l'intégralité des dépenses des gestionnaires. Les cas isolés de non-paiement sont liés à de la propagande sur la gratuité de l'eau, des rumeurs sur l'arrêt des contrats ou des comportements non-professionnels de techniciens. Les deux gestionnaires ont récemment ajusté leurs prix pour compenser la prise en charge de tâches jusqu'alors assurées par les communautés. La participation des usagers se limite désormais au nettoyage et à la collecte de cotisations, activités qui représenteraient des coûts importants si les gestionnaires devaient les assumer.

##### **Ethiopie**

Le programme IA/RCBDIA a renforcé l'autonomie des fédérations qui gèrent désormais 80 à 100% des réparations de type B, financées par des contributions atteignant 300 ETB par ménage/an (doublement du tarif en trois ans pour compenser l'inflation de 28,3%). La volonté de payer s'est accrue grâce à l'amélioration de la fiabilité du service et à la sensibilisation aux bénéfices sanitaires de l'eau potable. Ces niveaux de tarifs, plus élevés que dans les woredas hors projets (où des tarifs aussi bas que 10 ETB ménage/an ont été observés), ne permettent toutefois pas encore de couvrir l'ensemble des coûts d'exploitation et maintenance du service de l'eau.

La collecte des redevances dues par les associations d'utilisateurs d'eau (AUE) atteint 100 % pour la plupart des fédérations concernées par le programme.

La volonté de payer dépend de la perception du service, ce qui implique qu'un approvisionnement en eau fiable et une gestion financière transparente créent un cercle vertueux.

- Promouvoir des systèmes tarifaires correctement différenciés/segmentés pour les gros consommateurs (par exemple, les restaurants) afin d'améliorer l'équité et le recouvrement des coûts.

##### **Malawi**

Les utilisateurs paient des cotisations mensuelles, généralement comprises entre 300 et 1 000 MWK par foyer, le tarif le plus courant étant de 500 MWK par foyer. Ces cotisations sont généralement considérées comme abordables et comprennent des exemptions pour les populations défavorisées.

Ces cotisations suffisent pour l'entretien préventif courant, mais elles sont unanimement reconnues comme insuffisantes pour financer de gros travaux de maintenance corrective, ceux-ci étant souvent considérés comme relevant de la responsabilité du Conseil de District ou des bailleurs de fonds.

L'opacité financière dans certains comités de gestion, lorsque les communautés ne voient pas le lien entre leurs cotisations et les dépenses relatives (pièces détachées, paiement des réparateurs), érode la confiance des usagers et leur volonté de payer, créant un cercle vicieux qui menace la viabilité du modèle de gestion communautaire

➔ Renforcer la transparence financière en mettant en œuvre et en rendant obligatoire l'utilisation d'outils numériques standardisés de gestion financière (par exemple, l'argent mobile) pour la collecte des cotisations et en établissant des rapports financiers réguliers

## QE6. Le service de gestion de l'eau est-il financièrement durable ?

### 6.1 Une estimation complexe des coûts liés aux services de gestion

Les coûts relatifs aux différents services de gestion de l'eau mis en place par le projet ne sont pas encore complètement cernés, car aux coûts des opérations « routinières » de maintenance, qui sont connus, s'ajoutent des coûts indirects (coordination, suivi des services, formation) plus difficiles à appréhender.

Par ailleurs, certains coûts « en nature » (travail bénévole des communautés) peuvent parfois être oubliés et biaiser la comparaison entre modèles de gestion professionnalisée et modèles de gestion communautaire (ex : collecte des fonds par les villageois en cas de cotisation forfaitaire par point d'eau, alors qu'en cas de professionnalisation, ce coût de collecte se traduit par le paiement de salaire, et est donc reporté dans le budget).

Une analyse comparative des coûts devra enfin aussi prendre en considération leur niveau de performance (cf QE 7) et le périmètre des services de gestion (inclusion des réhabilitations / maintenance curative coûteuse ?)

Un travail sur cet aspect est en cours de réalisation<sup>6</sup>, et commence à donner des résultats précis sur Madagascar, et l'Éthiopie.

### 6.2 Des services de gestion dépendant fortement des subventions

Ces résultats montrent le tarif du service de l'eau (contributions des usagers) est loin de pouvoir couvrir l'ensemble des coûts, mêmes directs, des services de gestion (en 2024 à Madagascar, les contributions financières des usagers ont couvert 37% des coûts de maintenance supportés par Soakoja et 17% de ceux de Tehyna).

---

<sup>6</sup> Cf. outil de suivi des services de gestion en cours de développement

Ces résultats corroborent les retours d'expérience globaux sur les services de gestion de l'eau « professionnalisés » en milieu rural, qui suggèrent que l'équilibre financier de ces services pourra rarement être atteint en ne comptant que sur les recettes tarifaires<sup>7</sup>.

### **6.3 La durabilité des services de gestion nécessite de trouver d'importantes ressources financières en complément des recettes tarifaires**

L'équilibre financier des services de gestion de l'eau pourra être recherché soit en mobilisant des ressources financières externes aux usagers (subventions locales, nationales, internationales), soit en recherchant des équilibres à une échelle territoriale plus vaste.

Sur le premier point : certains bailleurs de fonds co-financeurs du programme acceptent désormais de financer le fonctionnement des services de l'eau dans les zones où le niveau de vie des usagers ne peut couvrir l'ensemble des coûts.

Sur le deuxième point : à Madagascar, un équilibre économique des associations de gestion de l'eau pourrait être obtenu par un panachage entre des systèmes d'eau rentables (ex : ventes au volume sur les branchements domiciliaires) et d'autres moins ou non rentables. Cette solution est en cours d'exploration par l'association Soakoja.

#### Recommandations générales liées à la QE :

- ➔ Continuer à expliciter les coûts liés directement ou indirectement aux services de maintenance, en les liant à un niveau de qualité de la gestion, et en les comparant aux coûts de réhabilitations ou de « downtime » engendrés par l'absence de maintenance
- ➔ Pousser les acteurs du secteur à mettre en place des mécanismes financiers d'appui à la maintenance en milieu rural (Fonds d'appui à la maintenance, subventionnements institutionnalisés, ...)

#### Conclusions et recommandations issues des évaluations locales :

##### **Madagascar**

Les recettes directes du service de l'eau arrivent à couvrir les dépenses de main d'œuvre et d'achat de matériaux des 2 gestionnaires associatifs. Les salaires et charges ainsi que les autres dépenses de fonctionnement sont ainsi couvertes aux titres de subventionnement. Selon l'ONG Soakoja, un point d'eau est déficitaire d'environ 550 000 Ar par an en moyenne si aucune subvention n'est attribuée.

En 2024, les subventions représentaient 63% des recettes de Soakoja et 83% des recettes de Tehyna.

- ➔ Appuyer la réalisation d'un diagnostic organisationnel et financier des 2 délégataires de gestion afin de déterminer la meilleure structure organisationnelle et financière tenant compte de l'étendue de leur territoire d'intervention et du niveau de service qu'ils visent.

<sup>7</sup> Voir : [https://www.globalwaters.org/sites/default/files/a\\_roadmap\\_for\\_system\\_strengthening\\_final.pdf](https://www.globalwaters.org/sites/default/files/a_roadmap_for_system_strengthening_final.pdf)

- ➔ Appuyer les deux délégataires à réfléchir et développer un plan d'affaires en ne perdant pas de vue leur activité à impact social (et éventuellement environnemental)

### Ethiopie

Le projet a introduit un système de révision et de mise à jour périodique des tarifs afin de tenir compte de l'inflation et de la hausse des coûts, ainsi que des achats en gros et le stockage pour une utilisation ultérieure, ce qui permet également de compenser la hausse des prix induite par l'inflation au cours des derniers mois. Cette pratique garantit la viabilité financière du modèle.

- ➔ Relier les WUAF aux organismes locaux de microfinance et mettre en place un « Fonds pour les réparations et les rénovations majeures » au niveau régional ou local, auquel les WUAF peuvent accéder via un processus de demande de cofinancement.

### Malawi

L'équilibre économique des Area Mechanics est parfois compromis par une aire d'intervention trop vaste au regard des moyens de transport dont ils disposent.

Les contributions financières des usagers sont insuffisantes pour garantir un service fiable, ce qui compromet l'équilibre financier global du modèle.

Bien que le modèle financier permette d'assurer l'entretien courant, il ne dispose pas de fonds suffisants pour les réparations importantes et le remplacement des infrastructures. Cette situation financière fragile menace la pérennité à long terme des services d'approvisionnement en eau. Une planification financière solide, incluant des sources de revenus diversifiées et des contributions des utilisateurs, est essentielle.

- ➔ Créer, ou plaider pour, un fonds pérenne au niveau du district qui soutienne les communautés à financer les réparations qui ne peuvent être prises en charge par les cotisations des usagers.

## QE7. Le service de gestion de l'eau est-il performant ?

### 7.1 La professionnalisation des opérateurs de maintenance comme pierre angulaire de la performance

Le programme vise l'augmentation de la performance des services via la montée en compétences et en moyens (outils) des gestionnaires et opérateurs de la maintenance (la « professionnalisation »).

La professionnalisation des opérateurs de maintenance est mise en œuvre selon les activités suivantes :

- Des séances de **formation** initiale des opérateurs de maintenance (techniciens, boutiquiers) et des coordinateurs locaux des services de maintenance (comités, fédérations...sur des fonctions de gestion financière, suivis techniques, etc) en Sierra Leone, Malawi, Mozambique et Guinée
- Un **accompagnement** continu des opérateurs de gestion, par le projet ou par les institutions (par les institutions en Ethiopie et par le projet dans les 5 autres pays)

- La **mise en réseau** via des structures de type « fédération » (Sierra Leone, mise en association des PT, PuTAs) ou l'organisation de rencontres « de pair à pair » entre artisans réparateurs (Malawi, Mozambique, Guinée)
- La mise en place de dispositifs de **suivi technique et financier** (fonctionnalité, reçus, audits financiers) facilitant la transparence et la redevabilité du service
- La réalisation ou la consolidation d'**outils** destinés à faciliter les opérations de maintenance (ex : outil de « grading » des points d'eau, appuyant le diagnostic ; tableaux de bord de suivi ; etc.).

Les équipes d'Inter Aide et les entretiens réalisés avec les acteurs clefs lors des évaluations locales, font état d'une amélioration qualitative de la maintenance liée à la montée en capacité des opérateurs de maintenance et au perfectionnement des procédures d'intervention et des outils de suivi.

A titre d'illustration, en Sierra Leone, la mise en réseau (fédérations) et la formation (entrepreneuriat) des Pump Technicians leur permet désormais de réaliser certaines interventions, sur les plans techniques ou sociaux, de façon autonome et donc plus efficace.

### **7.2 Objectiver la performance en la définissant de manière transversale**

Même si sur certaines zones d'intervention du programme des indicateurs et des cibles sont fixés concernant la montée en capacité des opérateurs de maintenance (ex : évaluation des PTs en Sierra Leone, des AM au Malawi, des agents de maintenance au Mozambique), la performance des services de gestion des systèmes d'eau potable n'est jusqu'ici pas définie de manière précise et transversale<sup>8</sup>.

Les résultats qualitatifs de l'évaluation pourraient être objectivés et mesurés dans la prochaine phase de la CP en définissant des indicateurs transversaux relatifs à la performance des services de gestion<sup>9</sup>.

### **7.3 La qualité du service rendu aux usagers comme référence**

Les services de gestion étant un moyen d'assurer un service aux usagers, leur performance doit être corrélée à la qualité du service rendu aux usagers.

Les évaluations locales ont tenté de mesurer la perception de la qualité du service rendu par les usagers, selon des critères clefs retenus par les équipes d'Inter Aide lors de l'évaluation de la précédente phase.

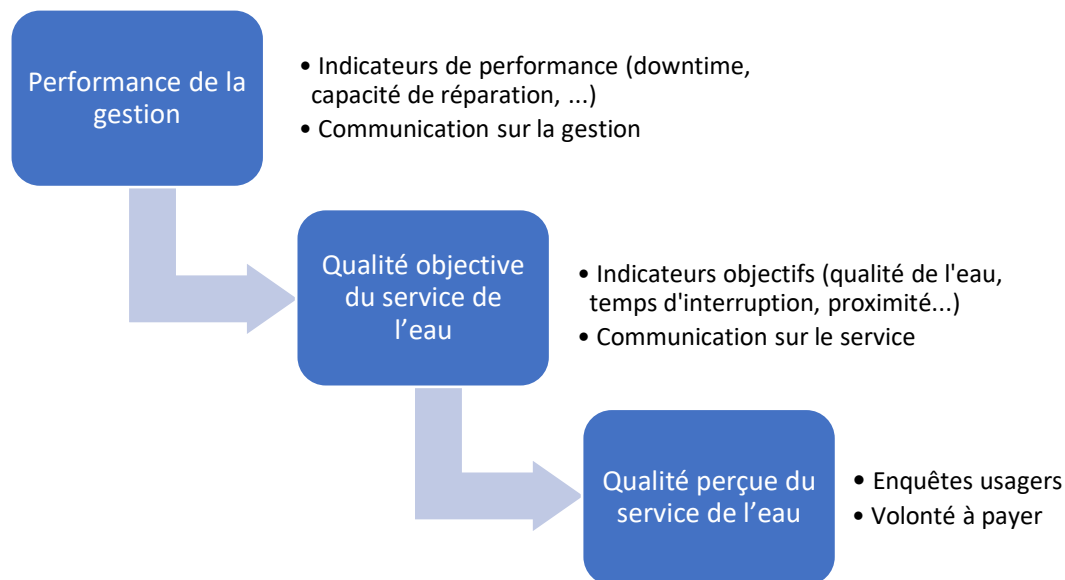
Les évaluations montrent une **perception très positive de la qualité du service de l'eau** par les usagers en Ethiopie et à Madagascar, tandis qu'au Malawi les résultats sont peu exploitables<sup>10</sup>.

---

<sup>8</sup> Les notions suivantes sont cependant citées dans les différents documents relatifs au programme : « qualité des entretiens et des réparations effectuées », « accès facile aux pièces détachées de qualité », « tarification transparente », et surtout un « temps minimum d'interruption de l'accès à l'eau ».

<sup>9</sup> Cet aspect est abordé dans l'outil de suivi des services de gestion en cours de développement

<sup>10</sup> L'évaluation n'ayant pas pu conduire d'étude sur la base d'un questionnaire précis auprès des usagers



#### Enseignements généraux et recommandations liées à la QE :

- ➔ Caractériser de façon transversale la performance de gestion des services et la qualité du service de l'eau ciblée
- ➔ De façon à asseoir une stratégie de communication sur la gestion (institutions, bailleurs, etc.) et sur le service de l'eau (usagers, autorités locales)
- ➔ A plus long terme, définir des indicateurs mesurables

#### Conclusions et recommandations issues des évaluations locales :

##### **Madagascar :**

« continuité de service, la proximité des points d'eau par rapport au lieu de consommation et la transparence de gestion : performance élevée d'après les acteurs interviewés ».

« la quantité et la qualité de l'eau » variables et fonction de facteurs externes (tarissement ressources conflits sociaux)

« universalité accès / financièrement abordable » : fonction de l'organisation communautaire.

- ➔ Le paiement à temps des cotisations par les usagers peut être pris comme un indice de leur satisfaction (hors cas de panne) et pourrait aussi être un indicateur proxy de la performance du service fourni par un gestionnaire.

##### **Ethiopie**

*Sur la professionnalisation des services de gestion :*

Les agents locaux chargés de l'eau sont la pierre angulaire d'une réponse rapide et d'un fonctionnement durable.

Fournir des outils pratiques et faciles à utiliser (manuels, tableaux de bord) est plus efficace que de se contenter de documents politiques pour garantir la conformité sur le terrain.

Au niveau des opérateurs de gestion, les WUAF, un au volontariat de leur membres qui, hormis pour le Water Agent, sont des bénévoles.

- ➔ Mettre en place des mesures incitatives modestes pour fidéliser les dirigeants bénévoles des WUAF. Ces mesures pourraient inclure des exonérations de cotisations annuelles ou un soutien communautaire aux activités agricoles des dirigeants.
- ➔ Renforcer les compétences des WUAF en matière de planification financière à long terme et de création de fonds de réserve pour le remplacement futur des actifs.

*Sur la perception de la qualité du service de l'eau :*

Les utilisateurs se déclarent systématiquement très satisfaits de la fiabilité du service et de la quantité d'eau. La qualité de l'eau est généralement jugée élevée, mais des tests périodiques restent nécessaires pour la confirmer. Néanmoins, quelques zones signalent des pénuries pendant la saison sèche et une turbidité pendant la saison des pluies, ce qui souligne la nécessité d'une surveillance continue de la qualité de l'eau.

### **Malawi**

L'efficacité du modèle de gestion est impactée par un nombre largement insuffisant de Water Monitoring Assistant (WMA) au niveau des Water Departments et ainsi que d'artisans réparateurs certifiés dans certaines zones.

## **QE8. En quelle mesure les solutions techniques retenues sont-elles viables ?**

### **8.1 Des solutions techniques robustes facilitant la maintenance**

La maintenance des systèmes d'eau potable est étroitement liée aux choix techniques : la conception du système d'eau potable, les technologies retenues, doivent tenir compte des compétences locales à intervenir sur les équipements, de la capacité économique à financer une réparation, et de la disponibilité des pièces détachées.

Inter Aide et ses partenaires tirent de leurs nombreuses années d'expérience de réalisation de systèmes d'eau potable des enseignements sur les principes à respecter pour faciliter leur maintenance. Ces principes sont partagés avec d'autres acteurs, et en premier lieu avec les institutions nationales.

Il est toutefois à noter que, si les systèmes robustes et simples à maintenir restent privilégiés, la professionnalisation de la gestion permet toutefois de retenir certains choix techniques plus perfectionnés permettant ainsi d'augmenter la qualité du service rendu aux usagers (ex : Madagascar).

## **8.2 Des différences significatives entre pompes à motricité humaine et réseaux gravitaires, liées notamment à la filière de pièces détachées**

Les modèles de maintenance s'avèrent plus complexes à organiser sur les PMH que sur les réseaux gravitaires, en raison d'une complexité d'intervention plus grande (particulièrement sur les pompes à haute technicité, comme celles de type India Mark 3, courantes à Madagascar) et d'une difficulté à se procurer les pièces détachées de qualité nécessaires à la maintenance des pompes.

Dans la plupart des pays, la faible organisation de la filière d'approvisionnement en pièces détachées et/ou l'hétérogénéité des modèles de pompes représentent en effet une contrainte significative à l'autonomisation de la maintenance des PMH. Le programme s'implique donc dans l'organisation de la filière (partenariats avec des fournisseurs de pièces de qualité, mise en place de boutique revendant les pièces localement) au Malawi, au Mozambique et en Sierra Leone ainsi que la gestion des pièces par les associations de PT en Sierra Leone.

## **8.3 L'extension des modèles de maintenance à des ouvrages non réalisés par le programme nécessite des précautions**

Les modèles de maintenance du programme sont mis en application sur de nombreux puits ou forages équipés de PMH réalisés par d'autres projets ou acteurs (Malawi, Mozambique, Sierra Leone<sup>11</sup>), après vérification de la « maintenabilité » ou la réhabilitation des ouvrages.

En ce qui concerne les réseaux gravitaires, l'extension des modèles (Ethiopie, Madagascar) à des ouvrages non réalisés par le programme est souvent rendue difficile par le fait que les choix de conception et de fonctionnement des ouvrages d'eau ne sont pas toujours compatibles avec une maintenance durable.

Pour remédier à cela, Inter Aide œuvre à la diffusion des points d'attention ou recommandations dans la conception et l'exécution des ouvrages afin qu'ils soient maintenables dans les meilleures conditions. Le programme PROCEED en Ethiopie vise précisément à généraliser ces pratiques de conception sur plusieurs Woredas.

### Recommandations générales liées à la QE :

La qualité des services de maintenance est étroitement liée aux choix techniques de conception et à la qualité de l'exécution des ouvrages.

Les solutions techniques promues par Inter Aide (abordables, relativement faciles à exécuter, en adéquation avec les organisations sociales et le tissu économique local) ont largement contribué à l'opérationnalisation des modèles et sont particulièrement pertinents dans un contexte de fragilité économique

---

<sup>11</sup> En Sierra Leone, il s'agit de 500 ouvrages non réalisés par le programme, sur les 3645 maintenus

- Dans le plaidoyer pour les modèles de gestion, diffuser les recommandations en termes de conception et d'exécution technique
- Garder une présence transversale sur l'ensemble des maillons des services de gestion (construction, réhabilitation, approvisionnement en pièces détachées...)

### Conclusions et recommandations issues des évaluations locales :

#### **Madagascar**

Les solutions techniques mises en œuvre par le programme (AEPG et PPMH) sont viables, au sens où les ouvrages peuvent être entretenus par des agents formés localement et via des pièces de rechange disponibles localement.

Au niveau des APEG, le risque technique principal est lié au tarissement des sources et à l'absence d'un respect strict des périmètres de protection des sources.

L'implication du futur gestionnaire du service dans les étapes clés de la réalisation des systèmes d'eau (ex : pose d'une pompe) permet de s'assurer de la conformité des ouvrages avec les procédures et les moyens du gestionnaire.

- Accompagner les communes dans la mise en place des périmètres de protection des sources, afin d'atténuer les risques de réduction de débit et de garantir la qualité de l'eau

#### **Malawi**

La chaîne d'approvisionnement en pièces détachées présente des fragilités importantes. Les fluctuations de prix, les problèmes ponctuels de qualité (contrefaçons et faible durabilité des pièces) ainsi que les ruptures de stock entraînent des retards ou une inefficacité des réparations.

- Consolider le réseau de fournisseurs certifiés de pièces détachées et établir des entrepôts stratégiques via des partenariats (ex: ESS ESS) pour garantir disponibilité et qualité des pièces
- Former les boutiquiers locaux à la gestion financière et créer des fonds de roulement pour stabiliser leurs stocks
- Formaliser des accords de service entre comités de point d'eau et boutiques pour sécuriser paiements et approvisionnements

#### **Ethiopie**

Sur les systèmes gravitaires, d'une conception simple, économique et facilement maintenable avec les compétences locales disponibles, et d'une exécution de qualité, le modèle de gestion sont hautement viables.

En revanche, ce modèle rencontre des difficultés importantes lorsqu'il est appliqué aux pompes à main. En effet, les pièces de rechange sont nettement plus chères, difficiles à trouver de manière fiable, et les capacités techniques locales pour réparer des composants mécaniques plus complexes restent limitées.

Les bénéficiaires ont souligné plusieurs problèmes liés à la conception de systèmes principalement mis en place par d'autres ONG.

- ➔ Veiller, par le biais de réglementations régionales, à ce que les conceptions techniques de toutes les nouvelles constructions et les procédures standard d'exploitation et de maintenance de l'IA/RCBDIA, quel que soit le partenaire chargé de la mise en œuvre, respectent les principes de simplicité, de maintenabilité locale et de résilience climatique.
- ➔ Élaborer une stratégie de soutien spécialisée pour les systèmes non gravitaires, notamment en étudiant la possibilité d'acheter en gros ou d'importer en franchise de droits des pièces de rechange courantes pour les pompes manuelles, en proposant des formations avancées à certains agents chargés de l'eau et en envisageant des partenariats avec des fournisseurs privés et des prestataires de services de maintenance.
- ➔ Étendre la formation standardisée à tous les Water Agents afin d'y inclure les pompes manuelles et, pour certains agents, au moins l'entretien préventif des forages motorisés et des systèmes électromécaniques.

## QE9. L'eau est-elle accessible à l'ensemble des catégories de populations, y compris les plus vulnérables ?

Le programme n'a pas de stratégie formelle pour identifier, au sein des communautés ciblées, d'éventuelles catégories de population vulnérables ou marginalisées et s'assurer qu'elles bénéficient des services.<sup>12</sup>

### 9.1 Des services de l'eau financièrement accessibles dans les modèles « CBM+ »

Lorsque le paiement de l'eau est au forfait, ce qui reste l'option privilégiée car il permet l'accès au service aux vulnérables sans limitation de volume, Inter Aide part du principe que les communautés s'organisent d'elles-mêmes pour assurer l'équité d'accès au service.

Les évaluations de terrain confirment que les ménages vulnérables (personnes âgées, handicapée et démunies) sont exonérés de paiement, et n'ont pas décelé de populations exclues du service.

Dans les cas où Inter Aide juge que la cohésion sociale n'est pas suffisamment forte, la tarification se fait au volume et une tarification sociale est mise en place. Pour cela, les équipes travaillent avec les autorités locales à cibler les ménages/personnes vulnérables pour leur permettre de bénéficier d'un service à tarif adapté.

### 9.2 L'accessibilité physique non pris en compte, et des préoccupations en matière d'équité

Les évaluations relèvent toutefois que :

---

<sup>12</sup> Sauf à Madagascar où, dans le cas des kiosques à eau avec paiement selon le volume consommé, les communes et leaders traditionnels sont associés aux équipes du programme pour identifier les personnes les plus vulnérables, destinataires de « cartes sociales » pour bénéficier d'un tarif réduit.

- l'absence de différenciation tarifaire entre usagers à fort et à faible volume consommé (ex : restaurateurs, institutions vs ménages) peut être vécue comme une absence d'équité
- les conditions d'exemption de paiement pourraient être explicitées
- l'accessibilité physique des ouvrages (enfants et personnes en situation de handicap) n'est pas assurée.

#### Recommandations générales liées à la QE :

- ➔ Intégrer l'universalité de l'accès au service de l'eau dans les critères de qualité du service de l'eau et dans les systèmes d'évaluation du service institutionnalisés (ex : SMR)

#### Conclusions et recommandations issues des évaluations locales :

##### **Madagascar<sup>13</sup>**

L'eau est accessible à toutes les catégories de population, y compris les plus pauvres. Pour les systèmes tarifaires forfaitaires, les communautés décident librement d'exempter certains usagers, et l'eau est généralement accessible gratuitement aux résidents de passage (événements festifs et funéraires, aléas climatiques...). Les gestionnaires aménagent le paiement des cotisations pour les populations dont le revenu n'est pas régulier.

##### **Malawi**

L'accessibilité financière du service est bonne : exonérations pour les personnes âgées, handicapées et démunies, entraide communautaire.

L'accessibilité physique est faible : absence de rampes et d'équipements adaptés aux enfants, personnes âgées et handicapées.

La participation décisionnelle des groupes vulnérables est faible : groupes marginalisés exclus des comités ; femmes en postes de leadership mais systématiquement exclues de la formation technique.

- ➔ Etablir des critères clairs et approuvés par la communauté pour l'exonération de cotisations pour les ménages vulnérables
- ➔ Imposer des normes de conception inclusive (rampes, équipements adaptés aux enfants) pour tous les nouveaux points d'eau et réhabilitations, en s'inspirant des bonnes pratiques déjà mises en œuvre.
- ➔ Améliorer le suivi de l'inclusion : renforcer le système de suivi-évaluation avec une collecte de données désagrégées sur l'inclusion des groupes les plus marginalisés.

##### **Ethiopie**

Les mesures d'équité comprennent l'exonération des frais pour les ménages vulnérables (par exemple, les personnes âgées, les personnes handicapées et les familles pauvres) et le recours à la contribution communautaire en main-d'œuvre pour le nettoyage et la protection des points d'eau. Aucun cas de refus

<sup>13</sup> NB : les systèmes d'eau pour lesquels un paiement au volume et des « tarifs sociaux » ont été mis en place n'ont pas été appréhendés par l'évaluation locale sur Madagascar

de service n'a été signalé, ce qui indique que les principes d'inclusion sont effectivement appliqués. Toutefois, des préoccupations en matière d'équité subsistent lorsque des tarifs uniformes sont appliqués aux utilisateurs à fort et à faible volume (par exemple, les restaurants et les ménages) dans les petits centres de croissance, ce qui souligne la nécessité de mettre en place des systèmes tarifaires différenciés.

Les principaux défis incluent certaines difficultés d'accès aux points d'eau par l'empiètement agricole, l'exemption de paiement de certains (nouveaux résidents, utilisateurs transitoires), et une iniquité tarifaire où les gros consommateurs institutionnels (restaurants avec 12 bidons/jour) paient le même forfait que les ménages ordinaires (2-3 bidons/jour).

## QE10. L'action d'Inter Aide contribue-t-elle à l'empowerment des femmes ?

La phase deux de la convention programme a vu la mise en place dans chaque pays d'outils permettant de suivre la présence de femmes à des postes clés dans la gestion des systèmes d'eau.

Le programme met en place des moyens visant à :

- encourager les femmes à postuler à ces postes ;
- les accompagner et les renforcer leurs compétences dans l'exercice de leurs responsabilités ;
- appuyer leur légitimité vis-à-vis de leur communauté ou de leur famille.

### 10.1 Des résultats encourageants mais variables selon les contextes, souvent marqués par une culture patriarcale très présente

Les résultats obtenus sont variables selon les contextes, dont beaucoup sont marqués par une culture patriarcale très présente.

Les évaluations locales montrent des résultats très encourageants à Madagascar, notamment via le développement des fonctions de SMR assurées exclusivement par des femmes, en Ethiopie où de plus en plus de femmes prennent des rôles décisionnaires au sein des fédérations d'utilisateurs, et au Malawi où elles représentent une part significative des artisans réparateurs, et des comités de point d'eau villageois. Les résultats sont en progrès au Mozambique et en Guinée où les femmes constituent une partie importante des comités de point d'eau.

En Sierra Leone, les initiatives se heurtent à des difficultés importantes.

#### Recommandations générales liées à la QE :

- ➔ Continuer voire renforcer les actions de formation et accompagnement des femmes pour qu'elles renforcent leurs rôles de leadership au sein des instances de gouvernance de l'eau et leur capacité à accéder aux fonctions d'artisans réparatrices

Sur la base d'indicateurs dédiés, communiquer sur les transformations sociales liées au genre observées dans les programmes Conclusions et recommandations issues des évaluations locales :

## Madagascar

Les femmes SMR à Fitovinany et Atsimo Atsinanana ont connu une évolution politique significative : elles participent désormais activement aux décisions communales, s'identifient à l'ensemble de la commune plutôt qu'à leur seule communauté, et jouent un rôle d'influenceuses sur le paiement du service d'eau, bouleversant ainsi la tradition qui réservait ce rôle aux hommes âgés.

Les cercles de décision à forte présence féminine incluent systématiquement les enfants qui apprennent et s'informent sur l'EAH, une dynamique qui contribue à la durabilité future du service puisque ces enfants deviendront les contributeurs et décideurs d'ici 10 à 15 ans.

Le puisage de l'eau par les hommes est devenu une pratique courante lors des événements villageois, les hommes partageant désormais les tâches domestiques avec leurs épouses, un changement perçu comme irréversible car il simplifie l'organisation familiale.

En Analanjirofo, la revente d'eau au kiosque est devenue une source de revenu complémentaire pour les femmes, et, bien que modeste financièrement, cette activité leur permet d'élargir leurs réseaux sociaux et d'accéder à l'information, le type d'accès à l'eau étant associé à différents statuts socio-économiques et niveaux d'influence communautaire.

➔ Documenter les transformations sociales liées au genre pour capitalisation et partage

## Malawi

Le programme Inter Aide a réalisé des progrès significatifs dans la participation et le leadership des femmes au sein des comités de gestion des points d'eau, où elles occupent fréquemment des postes clés (présidentes, secrétaires, trésorières) et constituent souvent la majorité des membres. La présence de femmes techniciennes (environ 15%) a notamment permis de défier les normes de genre traditionnelles dans les districts de Ntcheu et Mangochi, où la culture patriarcale restreignait habituellement les femmes aux rôles domestiques et agricoles.

Le programme a généré des bénéfices concrets en termes d'autonomisation, notamment l'acquisition de compétences en leadership, des revenus permettant des investissements significatifs (construction de maisons, frais de scolarité), et surtout un gain de temps considérable libérant les femmes pour des activités génératrices de revenus.

Cependant, l'autonomisation économique demeure le maillon faible : les initiatives entrepreneuriales restent de petite échelle en raison d'un accès limité au capital, de compétences commerciales insuffisantes et de pratiques culturelles favorisant les hommes dans la sphère économique. De plus, de manière générale au Malawi, les femmes sont systématiquement exclues du développement des compétences techniques, avec de nombreuses présidentes et secrétaires de comités n'ayant jamais bénéficié de formation, freinées par la peur, le manque d'estime de soi et les normes culturelles.

➔ Intégrer une composante microfinance et formation en gestion d'entreprise pour fournir aux femmes le capital et les compétences nécessaires à des activités génératrices de revenus

- Soutenir les femmes artisans-réparatrices via un mentorat ciblé, un renforcement de la confiance en soi et une formation en leadership

### **Ethiopie**

Le modèle de gestion a transformé la vie des femmes en réduisant le temps de collecte d'eau de 1-1,5 heure à moins de 30 minutes, libérant du temps pour le repos, l'hygiène, la scolarisation des filles et des activités génératrices de revenus.

Les femmes participent désormais activement aux structures de gouvernance (WUA et WUAF) avec des rôles de leadership (caissières, contrôleuses) et appliquent les règles de protection des points d'eau et d'hygiène communautaire.

Les normes culturelles, la charge domestique et les préoccupations de sécurité continuent cependant d'empêcher les femmes d'accéder aux postes de leadership stratégiques et techniques de haut niveau, nécessitant des efforts ciblés pour une autonomisation qualitative.

- Organiser des formations de leadership à l'intention des femmes membres des WUAF afin de les préparer à assumer des fonctions telles présidente, secrétaire et Water Agent.